

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ISIDORE**

---

**Règlement no 171-2007 concernant  
la gestion des alarmes non fondées en  
matière d'incendie**

---

—

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Isidore souhaite réviser la réglementation pour la gestion des alarmes non fondées en matière d'incendie;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement avec dispense de lecture a été donné par Dominique Boutin lors d'une séance du conseil tenue le 3 juillet 2007;

ATTENDU QUE tous les membres ont déclaré avoir lu le projet de règlement et renoncent à sa lecture;

ATTENDU QUE le maire a mentionné l'objet du règlement et sa portée;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR HÉLÈNE JACQUES, APPUYÉ PAR MARC CHALHOUB ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS QUE LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE LE RÈGLEMENT NO 171-2007 ET DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**ARTICLE 1: TITRE**

Le présent règlement porte le titre de "Règlement no 171-2007 concernant la gestion des alarmes non fondées en matière d'incendie".

**ARTICLE 2: PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était ici reproduit au long.

**ARTICLE 3: TERMINOLOGIE**

"Lieu protégé": un terrain, une construction, un ouvrage et/ou une dépendance protégée par un système d'alarme;

"Système d'alarme": tout appareil ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un incendie ou début d'incendie, dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité;

"Utilisateur": toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé;

"Officier désigné": toute personne expressément désignée par résolution du conseil municipal.

**ARTICLE 4: APPLICATION**

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les nouveaux systèmes et ceux déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

**ARTICLE 5: CLOCHE OU AUTRE SIGNAL**

Lorsqu'un système d'alarme est muni d'une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce système d'alarme doit être conçu de façon à ne pas émettre le signal sonore durant plus de vingt (20) minutes consécutives.

## **ARTICLE 6: INTERRUPTION**

L'officier désigné est autorisé à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d'alarme si personne ne s'y trouve, aux fins d'interrompre le signal sonore.

## **ARTICLE 7: FRAIS**

En plus des frais encourus aux fins de pénétrer dans un lieu protégé, conformément à l'article 6, le cas échéant, le propriétaire ou l'occupant dudit lieu doit déboursier à la municipalité les frais encourus qui sont fixés à:

- C trois cents dollars (300,00 \$) par appel, dans le cas où le service de sécurité incendie est appelé inutilement pour la deuxième fois au cours d'une période consécutive de douze (12) mois à un lieu protégé suite au déclenchement d'un système d'alarme incendie.

Les frais sont payables sur envoi d'une facture et s'ajoutent aux amendes prévues à l'article 14.

## **ARTICLE 8: INFRACTION**

Constitue une infraction et rend l'utilisateur passible des amendes prévues à l'article 14 du présent règlement, tout déclenchement au-delà du premier déclenchement du système au cours d'une période consécutive de douze (12) mois, pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement ou lorsque le système est déclenché inutilement.

## **ARTICLE 9: PRÉSUMPTION**

Le déclenchement d'un système d'alarme est présumé être pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement, lorsqu'aucun incendie ou début d'incendie n'est constaté sur les lieux protégés lors de l'arrivée du service de sécurité incendie.

## **ARTICLE 10: AUTORISATION**

Le conseil autorise de façon générale l'officier désigné à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

L'officier désigné peut être chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement.

## **ARTICLE 11: INSPECTION**

Tout officier désigné, est autorisé à visiter et à examiner tout lieu protégé pour constater si le présent règlement y est respecté.

À ces fins, tout propriétaire ou occupant d'un lieu protégé est tenu d'y laisser pénétrer les personnes autorisées afin de visiter et à examiner les lieux.

## **ARTICLE 12: REFUS**

Commet une infraction quiconque refuse aux personnes mentionnées à l'article 11, agissant conformément au présent règlement, l'accès à un lieu protégé.

## **ARTICLE 13: PRÉSENCE REQUISE**

Commet une infraction tout propriétaire ou occupant qui refuse de se présenter ou de déléguer un représentant dans un délai raisonnable sur un lieu protégé, à la demande d'un officier désigné.

## **ARTICLE 14: AMENDES**

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de deux cents dollars (200,00 \$).

Dans le cas d'une récidive, pour une même infraction, le contrevenant est passible, en plus des frais, d'une amende de trois cents dollars (300,00 \$).

**ARTICLE 15: ABROGATION ET REMPLACEMENT**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéro 79-98.

**ARTICLE 16: ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté ce 6 août 2007.

Clément Morin  
Maire

Louise Trachy, g.m.a.  
Directrice générale  
et secrétaire-trésorière

\*\*\*\*\*